

TRUSTEESHIP
COUNCILCONSEIL
DE TUTELLET/AC.7/SR.5
9 décembre 1947
FRENCH
ORIGINAL: ENGLISH

DEUXIEME SESSION

COMPTE RENDU ANALYTIQUE DE LA CINQUIEME SEANCE DU GROUPE
DE TRAVAIL CHARGE DE LA QUESTION DE JERUSALEM

Lake Success, New-York

mardi 9 décembre 1947, à 11 heures.

Présents :

Président : M. B. Gerig (Etats-Unis d'Amérique)

Membres : M. Loomes (Australie)

M. Lin Mousheng (Chine)

M. Garreau (France)

M. Noriega (Mexique)

M. Sir Alan Burns (Royaume-Uni)

Rapporteur : M. Laurentie

Secrétaire : M. Anker

SUITE DE L'EXAMEN GENERAL DE LA RESOLUTION DE L'ASSEMBLEE GENERALE RELATIVE
AU GOUVERNEMENT FUTUR DE LA PALESTINE (Troisième partie) (documents A/516,
T/77, T/AC.7/1, T/AC.7/2).

Le PRESIDENT déclare qu'à la fin de la dernière réunion il subsistait
un certain doute au sujet des langues "officielles" mentionnées au
paragraphe 10 du document T/77. L'arabe et l'hébreu doivent être les
langues officielles, mais d'après les avis exprimés par le Groupe de
travail au cours de la dernière réunion, le Gouverneur et son personnel
et le Conseil de tutelle devront utiliser les deux langues de travail des

Nations Unies sur la base d'une égalité complète. Il informe le Groupe de travail que M. Gibson est prêt à donner des renseignements supplémentaires sur la politique suivie en matière d'enseignement des langues dans les écoles de Jérusalem.

M. GIBSON attire l'attention du Groupe de travail sur la publication intitulée Survey of Palestine, préparée par le Gouvernement de la Palestine pour la Commission anglo-américaine. Cet ouvrage a été mis à jour pour l'UNSCOP par l'addition d'un supplément. Chacun des chapitres de l'ouvrage a été rédigé par un expert, le chapitre XVII traite exclusivement de l'enseignement et donne un aperçu complet des faits relatifs à la politique actuelle en matière d'enseignement. L'enseignement juif est en grande partie une entreprise juive dirigée par le Vaad Leumi, qui est le Conseil général de la communauté juive en Palestine. L'enseignement est financé par des subventions gouvernementales, des subventions de l'Agence juive et, en partie, par des taxes municipales et locales, en partie enfin par les droits d'écologie et les contributions recueillies par les diverses communautés religieuses juives en vertu de la Religious Communities Ordinance. L'enseignement arabe dépend presque exclusivement de l'administration du gouvernement central; ses ressources financières proviennent, dans une très large proportion, des impôts généraux et, en partie, de taxes locales. Il existe un grand nombre d'écoles privées, dont certaines bénéficient de fonds de secours; le gouvernement exerce un certain contrôle sur ces dernières. Les professeurs doivent être diplômés pour enseigner dans les écoles publiques ou privées. Toutes les écoles

fournissent des renseignements et statistiques au gouvernement central. M. Gibson estime qu'il serait sage pour le gouvernement central de continuer à exercer sur les écoles le contrôle actuel. Il informe le Groupe de travail qu'il a télégraphié en Palestine pour avoir le rapport de Sir Arnold MacMair concernant le problème de l'enseignement juif et pour obtenir des renseignements au sujet de l'enseignement religieux dans les écoles du gouvernement. En ce qui concerne l'enseignement des langues dans les écoles, il n'y a pas de règles bien établies, l'arabe est généralement enseigné dans les écoles arabes, et l'hébreu dans les écoles juives. Traitant de la politique générale en matière d'enseignement, M. Gibson estime que le statut devrait donner au gouvernement central des directives générales afin de lui permettre de modifier sa politique de temps en temps pour tenir compte de certains facteurs politiques, raciaux et religieux.

Le PRESIDENT attire l'attention du Groupe de travail sur le document A/AC.13/3 qui a été distribué par le Secrétariat et qui contient une section relative à l'enseignement. Il demande ensuite aux membres du Groupe de travail s'ils ont des questions d'ordre général à poser à M. Lisicky, en ce qui concerne la troisième partie du plan de l'Assemblée générale (document T/77).

Sir ALAN BURNS (Royaume-Uni) demande quelle est la signification exacte de l'expression "langues de travail".

M. LISICKY déclare qu'on avait proposé à l'origine que l'arabe, l'hébreu et l'anglais soient les langues officielles, mais cette proposition a soulevé des objections de caractère politique, et on a déclaré qu'en raison du statut de territoire international que devait avoir la Ville de Jérusalem, les deux langues de travail des Nations Unies devraient

y être utilisées. Le Sous-Comité 1, ne voulant pas accepter l'anglais comme langue officielle, a adopté la formule qui figure au paragraphe 10 de la troisième partie du document T/77 où il est fait une distinction entre "langues officielles" et "langues de travail", bien qu'on ne donne aucune indication quant à ce que devraient être ces langues de travail.

Le PRESIDENT propose que le Groupe de travail recommande que l'anglais et le français soient utilisés comme langues de travail. Une clause peut être insérée dans le statut invitant le Gouverneur et le personnel administratif à utiliser à la fois le français et l'anglais comme langues de travail.

M. LIN MOUSHENG (Chine) : demande à M. Lisicky quel sera le statut juridique de la Ville et quelle est la signification de la clause prévoyant que le Conseil de tutelle devra, "au nom des Nations Unies, assurer les fonctions d'Autorité chargée de l'administration".

M. LISICKY (Tchécoslovaquie) : déclare qu'en ce qui concerne le statut juridique de la ville, bien des doutes ont été exprimés au sujet de la légalité de l'ensemble du plan de partage tel qu'il a été formulé par les Nations Unies. Le plan est fondé sur des raisons politiques d'ordre pratique bien plutôt que sur des théories juridiques. Les Nations Unies ont politiquement le droit de prendre une décision quant au partage par un vote à la majorité des deux tiers de l'Assemblée générale.

Trois suggestions ont été faites au Sous-Comité 1 quant à la nature de l'organisme qui sera chargé d'administrer la Ville de Jérusalem. Ce sont :

1) Le Conseil de tutelle, 2) le Conseil de sécurité, 3) une commission de l'Assemblée générale élue à chaque session régulière.

Le Sous-Comité 1 a choisi le Conseil de tutelle, mais il n'est pas prévu que la Ville soit soumise aux dispositions du Chapitre XII de la Charte. La Ville doit être administrée conformément aux directives générales figurant à la troisième partie du plan de l'Assemblée générale. Il est dit au paragraphe A de la troisième partie du plan, que la ville de Jérusalem doit être administrée par les Nations Unies. Certains organes spéciaux des Nations Unies devaient être choisis pour assumer la responsabilité au nom des Nations Unies, et c'est le Conseil de tutelle qui a été désigné. Le travail courant de l'administration de la Ville doit être assuré par le Gouverneur et le personnel administratif, sous le contrôle du Conseil de tutelle. M. Lisicky fait remarquer que conformément au paragraphe 5 de la troisième partie du plan de l'Assemblée générale, le Gouverneur n'est responsable que devant le Conseil de tutelle et non devant le Conseil législatif.

M. LIN MOUSHENG (Chine) : demande si l'on envisage de donner au seul Gouverneur un droit de veto absolu ou si, au cas où il exercerait son droit de veto, il devrait renvoyer l'affaire pour nouvel examen au Conseil législatif ou au Conseil de tutelle. Le représentant de la Chine demande également si le Conseil législatif pourrait passer outre au veto du Gouverneur.

M. LISICKY (Tchécoslovaquie) : déclare que c'est à dessein que ces points n'ont pas été tranchés et qu'ils le seront lors de l'élaboration

du statut. A son avis, il serait préférable, pour des raisons d'ordre pratique, de renvoyer les affaires ayant donné lieu à veto au Conseil législatif, en informant le Conseil de tutelle de cette mesure. Le Conseil législatif n'aurait pas le pouvoir de passer outre à une décision du Gouverneur - seul le Conseil de tutelle pourrait exercer ce droit. Le droit de veto du Gouverneur est cependant limité par le paragraphe 5 du document T/77, aux termes duquel le Gouverneur ne peut opposer son veto qu'aux projets de lois qui sont incompatibles avec les dispositions du statut de la ville.

Le PRESIDENT déclare à ce sujet qu'il serait de l'intérêt du Groupe de travail d'envisager soit une procédure qui permît de convoquer plus facilement le Conseil de tutelle, soit l'établissement d'une commission exécutive qui siègerait en permanence.

M. NORIEGA (Mexique) : demande à M. Lisicky dans quelle mesure il estime opportun de permettre au Gouverneur de promulguer des décrets en cas d'urgence sans l'intervention du Conseil législatif.

M. LISICKY (Tchécoslovaquie) : renvoie le représentant du Mexique au paragraphe 4 b) du document T/77, autorisant le Gouverneur à prendre toutes mesures nécessaires au rétablissement du bon fonctionnement de l'administration en cas de besoin. Il le renvoie également au paragraphe 5 du document T/77, aux termes duquel le statut peut donner au Gouverneur pouvoir de promulguer des ordonnances provisoires dans le cas où le

Conseil législatif manquerait d'adopter en temps utile un projet de loi jugé nécessaire au fonctionnement normal de l'administration.

M. LOOMES (Australie) : déclare que la question de savoir si un projet de loi est incompatible avec le statut est une question d'interprétation des dispositions du statut et suscitera probablement de fréquentes controverses. Le plan envisage-t-il la création à Jérusalem d'une cour suprême ou d'une haute cour, à laquelle les différends de cet ordre pourraient être renvoyés.

M. LISICKY (Tchécoslovaquie) : répond que l'on n'a pas envisagé la création d'une telle cour, la solution la plus pratique serait de référer un tel différend au Conseil de tutelle.

Sir ALAN BURNS (Royaume-Uni) : demande si M. Livicky estime que le Conseil de tutelle est qualifié pour donner des interprétations juridiques.

M. Lisicky fait observer que la région désignée sous le nom de ville de Jérusalem n'a qu'une faible superficie, et il déclare qu'on a envisagé deux catégories de tribunaux seulement, d'une part, les tribunaux ordinaires et, d'autre part, une cour d'appel. Il appartient à la Commission et au Conseil de tutelle de trancher la question posée.

Sir ALAN BURNS (Royaume-Uni) : demande si le Gouverneur a le droit d'opposer son veto aux projets de lois qui ne sont pas incompatibles avec les dispositions du statut.

M. LISICKY (Tchécoslovaquie) : répond que c'est là l'une des questions que le statut devra résoudre.

Sir ALAN BURNS (Royaume-Uni) fait remarquer que le document T/77 parle de la "Ville de Jérusalem" alors que la Ville ne couvre qu'une petite partie de la région intéressée; ne serait-il pas préférable d'employer l'expression "Etat de Jérusalem".

M. LISICKY (Tchécoslovaquie) : attire l'attention de Sir Alan sur le paragraphe B et 3 (b) du document T/77 dans lequel figure une définition de la Ville de Jérusalem. Le Sous-Comité 1 a expressément évité d'employer le mot "Etat".

Sir ALAN BURNS (Royaume-Uni) et M. LIN MOUSHENG (Chine) estiment que l'article 6, paragraphe 2, du projet de statut préparé par le Secrétariat est à la fois pratique et rationnel, mais mettent en doute le droit du Conseil de tutelle d'engager les Nations Unies d'une telle façon.

M. GARREAU (France) demande à M. Lisicky des renseignements sur la gestion financière de la Ville.

M. LISICKY (Tchécoslovaquie) répond que la Ville fera partie de l'Union économique. Les droits de douane constitueront la source principale des recettes, qui comprendront également le revenu des impôts. Il faudra également décider quelle sera l'autorité qui paiera le salaire du Gouverneur et de son personnel. Les émoluments devront-ils être payés par le Gouvernement de la Ville ou par les Nations Unies ? M. Lisicky estime qu'il serait préférable que le Gouverneur et un nombre limité des membres de son personnel fussent payés par les Nations Unies afin de maintenir le caractère international de l'administration.

Le PRESIDENT demande à M. Lisicky quelles mesures pourrait prendre le Gouverneur au cas où les dispositions figurant au paragraphe 14 du document T/77 ne seraient pas appliquées et respectées.

M. LISICKY (Tchécoslovaquie) répond que le Gouverneur pourrait en référer au Conseil de tutelle et renvoie le Président au chapitre 1^{er} paragraphe 5 et Chapitre 4 paragraphe 1 du document A/516. Les Chapitres 1 et 2 de la Déclaration devront obligatoirement être insérés dans les constitutions de chacun des deux Etats. Le paragraphe 1 du chapitre 4 document A/516 prévoit que tout Membre des Nations Unies aura le droit d'attirer l'attention de l'Assemblée générale sur les violations ou les risques de violations de l'une quelconque de ces clauses, et l'Assemblée générale pourra présenter telle recommandation qu'elle estimera appropriée aux circonstances.

La Commission spéciale pour la Palestine sera responsable de l'inclusion de ces dispositions dans la constitution des deux Etats.

M. NORIEGA (Mexique) demande l'opinion de M. Lisicky sur la signification de la clause "Exercera en son nom la totalité des pouvoirs politiques, y compris la conduite des affaires étrangères".

M. LISICKY (Tchécoslovaquie) déclare qu'il y a deux aspects au problème. En ce qui concerne la conclusion des conventions internationales, la Ville de Jérusalem n'aura pas à conclure de conventions politiques. En ce qui concerne les conventions économiques, la Ville fera partie de l'Union économique palestinienne. Le Conseil économique mixte qui doit administrer l'Union économique, sera composé de trois membres de l'Etat arabe, de trois membres de l'Etat juif, et de trois membres nommés par le Conseil économique et social des Nations Unies, ces trois derniers devant représenter les intérêts de la Ville de Jérusalem.

Il y a cependant d'autres conventions internationales dont le Conseil économique mixte ne sera pas responsable. Dans ce cas, le représentant de la Tchécoslovaquie estime que l'on devrait donner au Gouverneur le pouvoir de signer et de faire ultérieurement appliquer les conventions internationales. Si ces conventions doivent être ratifiées, ce sera l'affaire du Conseil de tutelle.

La question de l'exequatur des consuls étrangers devrait être laissée au Gouverneur qui informerait le Conseil de tutelle des dispositions qu'il aurait prises.

Le représentant de la Tchécoslovaquie attire l'attention du groupe de travail sur le paragraphe 9 du document T/77 concernant les relations de la Ville avec les Etats arabe et juif.

Le PRESIDENT demande si la Ville de Jérusalem sera représentée ailleurs.

M. LISICKY (Tchécoslovaquie) répond négativement et attire l'attention du Président sur le paragraphe 11 du document T/77 disant que le Conseil de tutelle est obligé de prendre des dispositions pour assurer la protection consulaire des citoyens de la Ville à l'extérieur de son territoire. Ce résultat pourrait être obtenu en demandant à différents Etats de se charger de la protection d'icelle.

M. GARREAU (France) demande quel est l'organisme qui sera chargé de donner aux représentants des deux Etats leurs lettres de créances.

M. LISICKY (Tchécoslovaquie) répond que cela dépend des dispositions du statut. Les représentants des Etats arabe et juif

jouiront d'un statut diplomatique, bien que cela ne soit pas expressément prévu dans la résolution. Les Etats arabe et juif ont des intérêts particuliers dans la Ville de Jérusalem et ils font également partie de l'Union économique d'où la position spéciale que l'on envisage de donner à leur représentant. C'est un cas que le Gouverneur, dans son propre intérêt pourrait soumettre au Conseil de tutelle.

M. LIN MOUSHENG (Chine) demande à M. Lisický de préciser le sens de la phrase du paragraphe 7 du document T/77 qui se lit ainsi "La Ville de Jérusalem sera incluse dans l'Union économique palestinienne et elle sera liée par toutes les dispositions de l'engagement et de tout traité qui en procédera."

M. LISICKY (Tchécoslovaquie) renvoie le représentant de la Chine à la section D du document A/516 stipulant que la Ville doit faire partie de l'Union économique mais sans participation active à son établissement. Les traités seront conclus entre les deux Etats et ils engageront également la Ville de Jérusalem. Les traités devront être rédigés avec la participation active et non sans le consentement des trois membres du Conseil économique mixte nommés par le Conseil économique et social des Nations Unies, qui seront chargés des intérêts de la Ville de Jérusalem.

Sir Alan BURNS (Royaume-Uni) : demande ce qui se qui se passerait si l'un des deux Etats refusait de participer aux travaux du Conseil économique mixte.

M. LISICKY (Tchécoslovaquie) : renvoie Sir Alan à la section D du document A/516 "Union économique et transit" dont la dernière phrase du paragraphe 1 prévoit que si, le 1er avril 1948, les deux Conseils provisoires de gouvernement n'ont pas signé d'engagement, c'est la Commission qui promulguera cet engagement. Ceci veut dire que si l'un des deux Etats refuse sa collaboration, la question viendra devant le Conseil de sécurité.

M. LIN MOUSHENG (Chine) : demande à M. Lisicky son opinion au sujet des effectifs de police mentionnés au paragraphe 4 (c) du document T/77.

M. LISICKY (Tchécoslovaquie) : déclare que l'effectif des forces de police devra être suffisant pour répondre adéquatement aux besoins. L'entretien de ce corps constituera une charge très lourde pour le budget de la Ville, absorbant peut-être de 5 à 10% des recettes ordinaires.

M. LOOMES (Australie) demande à M. Lisicky si, à son avis, des modifications assez importantes pourraient être faites sans trop de difficultés aux frontières actuelles; en particulier dans la région des puits de Salomon.

M. LISICKY répond que l'inclusion des puits de Salomon dans les limites de la Ville de Jérusalem ne constituerait pas une modification importante. Il estime qu'il serait également utile d'inclure le petit aérodrome situé sur la route de Ramleh.

M. LIN MOUSHENG (Chine) demande ce qui se passerait si, aux termes du paragraphe 11 du document T/77, tous les habitants de Jérusalem décidaient d'opter pour la citoyenneté soit de l'Etat juif, soit de l'Etat arabe. Pourrait-on, en outre, demander aux habitants de quitter la ville?

M. LISICKY déclare qu'il est très improbable que la première situation se produise. Quant à la seconde question, elle ne se pose pas seulement à Jérusalem, mais également dans les deux autres Etats. Le Sous-Comité 1 s'est vivement opposé à une proposition prévoyant l'immigration obligatoire dans l'Etat arabe de la minorité arabe résidant dans l'Etat juif, si cette minorité optait pour la citoyenneté de l'Etat arabe.

M. LOOMES (Australie) parlant des paragraphes 3 (a) et 3 (b) du document T/77, déclare que ces paragraphes traitent d'abord des villages, communes et municipalités situés en dehors de Jérusalem, et ensuite, des secteurs municipaux situés à l'intérieur de la cité même de Jérusalem. Il semble que le Gouverneur étudiera la question des municipalités urbaines et soumettra un plan au Conseil de tutelle. Cependant, le Gouverneur n'a pas semblable pouvoir en ce qui concerne les villages situés en dehors de la zone urbaine et il semble que le Conseil de tutelle devra décider des pouvoirs de gouvernement et d'administration qui devront être donnés aux autorités locales situées en dehors de Jérusalem.

M. LISICKY déclare que le paragraphe 3 (a) vise également Jérusalem, car les "municipalités" comprennent la municipalité de Jérusalem. Cependant il reconnaît l'intérêt de la question posée par le représentant de l'Australie disant que le paragraphe 3 (b) constitue une mesure spéciale, distincte des dispositions qui devront être insérées dans le statut. Il estime que les dispositions du paragraphe 3 (b) devraient être traduites dans la pratique par une ordonnance, que le Conseil de tutelle soumettrait au Gouverneur pour étude et avis. M. Lisicky informe le Groupe de travail que sa proposition originale, telle qu'elle avait été présentée au Sous-Comité 1, prévoyait la division de la municipalité actuelle de Jérusalem en deux circonscriptions urbaines

séparées, une circonscription arabe et une circonscription juive avec des services publics communs tels que, par exemple, l'eau, le ravitaillement, les égouts, l'électricité. Cette proposition a cependant été modifiée, et il ne doit plus y avoir maintenant qu'une seule municipalité de Jérusalem, mais cette municipalité doit être divisée en deux unités secondaires autonomes (arabe et juive). La différence entre les deux propositions a une importance politique, car depuis 1945, Jérusalem n'a plus de Conseil municipal élu, à la suite du désaccord survenu entre les membres arabes et juifs élus au Conseil municipal; le résultat est que Jérusalem est maintenant administrée par une Commission du Gouvernement. Il y a également la question du maire de Jérusalem. Autrefois, ce maire avait toujours été un Arabe, mais depuis l'immigration juive, il y a une majorité juive à Jérusalem. S'il y avait deux circonscriptions urbaines, la question du maire ne se poserait pas. Le représentant de la Tchécoslovaquie est par conséquent très favorable à la division de Jérusalem en deux circonscriptions séparées, conservant des services publics communs.

M. GARREAU (France) estime que cette formule risquerait de détruire le caractère de la ville de Jérusalem, dont l'établissement a été décidé par l'Assemblée générale pour protéger et préserver les Lieux saints. Il propose que le Gouverneur soit maire ex-officio de Jérusalem.

Le SECRETAIRE informe le Groupe de travail que le document sur l'autonomie locale est prêt et qu'il va être distribué aux membres du Comité.

La séance est levée à 13 heures 08.
